

**Communication du Conseil de l'IBPT
du 27 octobre 2020
concernant la conformité du système de
comptabilisation des coûts de Proximus pour les
années 2013 - 2018**

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET.....	3
2. RETROACTES	4
3. BASES JURIDIQUES.....	5
4. CONSTATATIONS DE L'IBPT.....	7
5. SIGNATURES.....	8
Annexe 1: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2013	9
Annexe 2: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2014	11
Annexe 3: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2015	14
Annexe 4: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2016	17
Annexe 5: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2017	20
Annexe 6: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2018	22

1. OBJET

1. Par la présente communication, l'IBPT publie, sur base des rapports de mission du réviseur d'entreprises désigné à cet effet, les déclarations de conformité du système de comptabilisation des coûts de Proximus pour les années 2013 à 2018, en application de la décision du 22 août 2007 concernant les modalités de l'obligation de séparation comptable de Proximus (ci-après la décision du 22 août 2007)¹ et conformément aux articles 62, § 4, et 64, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la loi du 13 juin 2005)².

2. Un système de comptabilisation des coûts (ou *cost accounting system*) est un ensemble de règles permettant de répartir les coûts, les revenus et le capital engagé d'une entreprise entre ses différents services et activités. Le système de comptabilisation des coûts comprend notamment les moyens (processus, bases de données, procédures...) permettant à l'entreprise d'enregistrer les informations nécessaires pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires, notamment en conservant la trace des revenus, des coûts, des actifs et du capital. Le système de comptabilisation des coûts doit permettre au régulateur de disposer des informations relatives aux coûts des services soumis à régulation et, sur cette base, de déterminer si un opérateur a respecté ses obligations légales et réglementaires.

¹ Décision de l'IBPT du 22 août 2007 concernant la mise en œuvre de l'obligation pour Proximus de mettre en place un système de comptabilisation des coûts.

² La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, M.B. 20 juin 2005, 28070

2. RETROACTES

3. Pour chaque année de 2013 à 2018, Proximus a communiqué à l'IBPT les documents suivants :
- Le rapport de mission d'assurance indépendante de l'auditeur relatif au système de comptabilisation des coûts établi par Proximus ;
 - La version confidentielle de la documentation fonctionnelle ;
 - La version publique de cette documentation fonctionnelle ;
 - Le rapport détaillé et confidentiel des travaux de l'auditeur indépendant.

3. BASES JURIDIQUES

4. L'article 62, § 3, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que « lorsque la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts est rendue obligatoire, l'Institut publie une description de ce système qui comprend au moins les principales catégories regroupant les coûts et les règles appliquées en matière de comptabilisation des coûts. »
5. L'article 62 § 4 de la même loi prévoit que « lorsque le système de comptabilisation des coûts appliqué par l'Institut le rend nécessaire, le respect du système de comptabilisation des coûts est vérifié, aux frais de l'opérateur, par un réviseur d'entreprises agréé désigné par cet opérateur. L'Institut est tenu de publier chaque année une déclaration relative au respect du système, suite au rapport du réviseur d'entreprises. »
6. L'article 64 § 2 de la même loi prévoit en outre que « Si l'Institut souhaite contrôler les tarifs des utilisateurs finals conformément au § 1er, il peut déterminer les systèmes de comptabilisation des coûts nécessaires et appropriés, que l'opérateur visé applique. Un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'opérateur vérifie, aux frais de cet opérateur, le respect des systèmes de comptabilisation des coûts. L'Institut publie chaque année une attestation de conformité de ces systèmes. »
7. Suite à plusieurs décisions du Conseil de l'IBPT, la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts a été rendue obligatoire pour Proximus. Le tableau 1 indique sur quels marchés et par quelles décisions d'analyse de marché une obligation de comptabilisation des coûts a été imposée à Proximus.

Année pour lesquelles l'obligation était d'application pour Proximus	Marchés pertinents ³		Décisions de l'IBPT
2013	2003 - 1	Accès au réseau téléphonique public en position déterminée pour la clientèle résidentielle	19/06/2006
	2003 - 2	Accès au réseau téléphonique public en position déterminée pour la clientèle non-résidentielle	19/06/2006
	2003 - 3	Services téléphoniques nationaux pour la clientèle résidentielle	06/11/2008
	2003 - 5	Services téléphoniques nationaux pour la clientèle non-résidentielle	06/11/2008
	2003 - 7	Ensemble minimal de lignes louées	17/01/2007 ⁴
	2003 - 8	Services de départ d'appel	11/08/2006
	2003 - 9	Services de terminaison d'appel	02/03/2012
	2003 - 11	Fourniture en gros d'accès dégroupé	01/07/2011
	2003 - 12	Fourniture en gros d'accès à large bande	01/07/2011

³ Numérotés conformément à la Recommandation de la Commission du respectivement 11 février 2003 / 17 décembre 2007 / 9 octobre 2014 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation ex ante conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques

⁴ Telle que corrigée par la décision de réfection du 14 septembre 2010.

	2003 - 13	Fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées	17/01/2007 ⁵
2014-2017	2007 - 1	Accès au réseau téléphonique public en position déterminée	31/01/2013
	2007 - 2	Services de départ d'appel	11/08/2006
	2007 - 3	Services de terminaison d'appel	02/03/2012
	2007 - 4	Fourniture en gros d'accès dégroupé	01/07/2011
	2007 - 5	Fourniture en gros d'accès à large bande	01/07/2011
	2007 - 6	Ensemble minimal de lignes louées et fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées	08/08/2013
2018	2007 - 1	Accès au réseau téléphonique public en position déterminée	31/01/2013
	2007 - 2	Services de départ d'appel	11/08/2006
	2014 - 1	Services de terminaison	02/03/2012
	2014 - 3a	Accès local au niveau de gros	29/06/2018 ⁶
	2014 - 3b	Accès central au niveau de gros	29/06/2018 ⁷
	2014 - 4	Ensemble minimal de lignes louées et fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées	08/08/2013

Tabel 1: Aperçu des marchés sur lesquels une obligation de comptabilisation des coûts a été imposée à Proximus

8. La décision de l'IBPT du 22 août 2007 a déterminé les conditions que Proximus doit respecter dans la mise en œuvre de son système de comptabilisation des coûts. Ces conditions portent sur les principes généraux, la qualité de l'information, les règles d'allocation et d'évaluation, la documentation, la description et le contrôle du système de comptabilisation des coûts, ainsi que sur les délais à respecter.

⁵ Telle que corrigée par la décision de réfection du 14 septembre 2010.

⁶ Telle que corrigée par le corrigendum du 11 juillet 2018 relatif aux décisions du CRC du 29 juin 2018

⁷ Telle que corrigée par le corrigendum du 11 juillet 2018 relatif aux décisions du CRC du 29 juin 2018

4. CONSTATATIONS DE L'IBPT

9. L'IBPT a vérifié que la mission confiée par Proximus au réviseur d'entreprises était conforme aux prescriptions de la section 8.2 de la décision de l'IBPT du 22 août 2007, à savoir : vérifier la pertinence du périmètre des coûts et des recettes, vérifier le respect des exigences de base, vérifier l'application des règles d'allocation et d'évaluation et présenter à l'IBPT un rapport sur l'exécution de sa mission.
10. L'IBPT a constaté que la réalisation de l'audit avait été confiée par Proximus à la société Deloitte Réviseurs d'Entreprises.
11. L'IBPT a constaté que le contenu de la documentation fonctionnelle et de la description publique du système de comptabilisation des coûts était conforme aux prescriptions des sections 6.3 (Règles à suivre et documentation à préparer) et 7 (Description du système de comptabilisation des coûts) de la décision de l'IBPT du 22 août 2007.
12. Conformément à la décision du 22 août 2007 (section 8.2.3), le réviseur d'entreprises doit vérifier que les règles d'allocations et de réévaluation appliquées correspondent bien à la documentation préparée par Proximus et à la description du système de comptabilisation des coûts.
13. Sur base des rapports de mission du réviseur d'entreprises pour chacune des années de 2013 à 2018, l'IBPT conclut que le système de comptabilisation des coûts de Proximus pour toutes les années de 2013 jusqu'au 2018 satisfait, dans tous les aspects matériels, au cadre légal constitué par la loi du 13 juin 2005 et la décision de l'IBPT du 22 août 2007.
14. Les conclusions du réviseur d'entreprises pour chacune des années de 2013 à 2018 sont reprises aux annexes 1 à 6 de la présente communication.
15. Une description du système de comptabilisation des coûts de Proximus, établie par Proximus, est publiée séparément pour chaque année dans une annexe distincte, sur le site de l'IBPT.

5. SIGNATURES

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2013

Deloitte.

Deloitte Reviseurs d'Entreprises
Berkenlaan 8b
1831 Diegem
Belgium
Tel. + 32 2 800 60 00
Fax + 32 2 800 28 04
www.deloitte.be

Belgacom SA de droit public

Rapport indépendant d'examen limité du Système de Comptabilisation des Coûts pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2013

Au conseil d'administration et à la direction de Belgacom SA de droit public

Mission

Nous vous faisons rapport de l'exécution de la mission d'examen limité qui nous a été confiée par Belgacom SA de droit public (ci-après la « Société ») dans le cadre de ses obligations légales à l'égard du système de comptabilisation des coûts pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2013 (le « Système de Comptabilisation des Coûts »). Ce Système de Comptabilisation des Coûts est documenté par la Société dans le rapport ci-joint "Belgacom Regulatory Cost Model 2013 – General description".

Nous avons utilisé les décisions de l'Institut Belge des Postes et Télécommunications (ci-après « IBPT ») ainsi que la loi applicable comme cadre de référence pour notre mission, en particulier :

- La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifiée par (entre autres) la loi du 18 mai 2009 et la loi du 10 juillet 2012;
- La décision du Conseil de l'IBPT du 22 août 2007 concernant la mise en œuvre de l'obligation pour Belgacom de mettre en place un système de comptabilisation des coûts.

Ces lois et décisions (ci-après « Cadre Légal ») ont été utilisées comme critères dans l'évaluation du Système de Comptabilisation des Coûts.

Responsabilité de la direction et du conseil d'administration

La préparation du Système de Comptabilisation des Coûts relève de la responsabilité de la direction et du conseil d'administration de la Société. Cette responsabilité comprend la conception et la mise en œuvre de modèles de répartition des coûts, répondant aux principes de causalité, d'objectivité, de cohérence et de transparence comme prescrits par le Cadre Légal mentionné ci-dessus.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ce Système de Comptabilisation des Coûts sur base de notre examen limité. Nous avons effectué notre mission d'examen limité du Système de Comptabilisation des Coûts en conformité avec les International Standards on Assurance Engagements (ISAE 3000), d'application sur les missions d'examen limité.

Etendue d'une mission d'examen limité

Un examen limité du Système de Comptabilisation des Coûts, effectué selon la norme internationale sur les missions d'assurance (ISAE 3000), consiste à faire des enquêtes, auprès des personnes responsables des questions réglementaires et financières, ainsi que de l'application de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. Nos principales procédures d'examen limité étaient de :

- Réconcilier les données retenues dans la base des coûts avec les comptes annuels de Belgacom SA de droit public au 31 décembre 2013;
- Identifier les principaux changements dans le Système de Comptabilisation des Coûts et les discuter avec la direction;
- Réconcilier les données d'entrées et de sorties pour une sélection de modules de coûts;
- Pour une sélection de clefs de répartition:
 - Vérifier les données sources pour ces clefs de répartition et la façon de les déterminer;
 - Discuter la causalité entre les données sources, les clefs de répartition et leur destination;
- Discuter si les règles utilisées pour la répartition des coûts sont décrites suffisamment en détail et reflètent clairement la relation entre le coût et l'allocation des éléments et des services de réseau.

La portée d'un examen limité, visant à obtenir une assurance limitée, est sensiblement inférieure à celle d'une mission d'assurance visant à obtenir une assurance raisonnable en conformité avec la norme internationale sur les missions d'assurance (ISAE 3000). De ce fait, un examen limité ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons pris connaissance de tous les points importants, contrairement à la réalisation d'un audit. Par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur le Système de Comptabilisation des Coûts.

Conclusion

Sur base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que le Système de Comptabilisation des Coûts de Belgacom SA de droit public n'est pas établi, dans tous les aspects matériels, conformément aux dispositions du Cadre Légal.

Ce rapport a été préparé dans le cadre des obligations de la Société et dans le Cadre Légal précité, et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Diegem, le 28 janvier 2015

Le commissaire

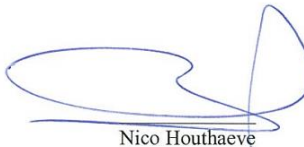
DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par



Geert Verstraeten



Nico Houthaeve

Proximus NV van publiek recht

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2014

Aan de raad van bestuur en de directie van Proximus NV van publiek recht

Oprichting

Wij hebben de eer u verslag uit te brengen over de uitvoering van de beoordelingsopdracht die ons werd toevertrouwd door Proximus NV van publiek recht (voorheen Belgacom NV van publiek recht) (de "Vennootschap") gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid omtrent het naleven van haar wettelijke verplichtingen met betrekking tot het Kostentoerekeningssysteem, zoals hierna gedefinieerd, voor het boekjaar afgesloten op 31 december 2014. Het kostentoerekeningssysteem bestaat uit een geheel van regels aan de hand waarvan de kosten, inkomsten en ingezet kapitaal van een onderneming over haar verschillende diensten en activiteiten kunnen worden verdeeld (het "Kostentoerekeningssysteem"). Dit Kostentoerekeningssysteem is door de Vennootschap gedocumenteerd in bijgevoegd rapport "Proximus Regulatory Cost Model 2014 – General description".

Wij hebben de van toepassing zijnde besluiten van het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatie (het "BIPT") evenals de toepasselijke wetgeving gehanteerd als toetsingskader voor onze opdracht, met name:

- Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals (onder meer) gewijzigd door de wet van 18 mei 2009 en de wet van 10 juli 2012;
- Besluit van de Raad van het BIPT van 22 augustus 2007 betreffende de uitvoering van de verplichting voor Proximus om een kostentoerekeningssysteem in te stellen.

Deze wetten en besluiten (het "Wettelijk Kader") zijn als criteria gebruikt in de evaluatie van het Kostentoerekeningssysteem.

Verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur

Het opstellen van het Kostentoerekeningssysteem is de verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer het ontwerp en de toepassing van een kostentoerekeningssysteem dat beantwoordt aan de basisprincipes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie zoals voorgeschreven in het hoger vermeld Wettelijk Kader.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Het is onze verantwoordelijkheid om op basis van onze werkzaamheden een oordeel tot uitdrukking te brengen of het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2014, in alle materiële opzichten werd opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader. Wij hebben de beoordelingsopdracht over het Kostentoerekeningssysteem uitgevoerd overeenkomstig de International Standards on Assurance Engagements (ISAE 3000), van toepassing op opdrachten gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid.

Reikwijdte van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid

Een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid van het Kostentoerekeningssysteem, uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), bestaat uit het verkrijgen van controle-informatie over de in het Kostentoerekeningssysteem opgenomen bedragen, het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de personen verantwoordelijk voor regulatoire en financiële aangelegenheden, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere werkzaamheden van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid. Onze belangrijkste werkzaamheden bestonden uit:

- Het aansluiten van de gegevens weerhouden in de kostenbasis met de jaarrekening van Proximus NV van publiek recht per 31 december 2014;
- Het controleren van de groeperingen van boekhoudgegevens alsook van de relevantie van die groeperingen in het kader van de huidige rapportering;
- Het identificeren en valideren van de belangrijkste wijzigingen in het Kostentoerekeningssysteem en het bespreken hiervan met de directie;
- Het reconciliëren van de invoer- en uitvoergegevens voor een willekeurige selectie van kostenmodules;
- Voor een willekeurige selectie van verdeelsleutels:
 - Nagaan welke de brongegevens zijn voor deze verdeelsleutel en op welke manier deze werden bepaald;
 - Het causale verband bespreken en valideren tussen de brongegevens, de verdeelsleutel, en de bestemming;
 - Nagaan of de verdeelsleutels objectief werden bepaald en consistent en transparant werden toegepast;
 - Nagaan of de gebruikte verdeelsleutels correct berekend en toegepast zijn;
 - Nagaan of de onderliggende informatie die gebruikt werd in de berekeningen in alle materiële aspecten betrouwbaar, relevant, vergelijkbaar en controleerbaar is;
 - Nagaan of de niet-financiële gegevens die dienen voor de berekening van de verdeelsleutels correct en betrouwbaar zijn;
- De methodes verifiëren inzake afschrijvingen, kapitaalkosten en waardering van de activa;
- Nagaan of de besluiten van het BIPT en de aanbevelingen die in vorige audits geformuleerd zijn, werden nageleefd;
- Nagaan of de toegepaste toewijzing- en herwaarderingsregels beantwoorden aan de documentatie die door de Vennootschap werd voorbereid en aan de beschrijving van het Kostentoerekeningssysteem;
- Valideren of de gebruikte regels voor het toewijzen van de kosten voldoende uitvoerig worden beschreven om de relatie tussen de kosten en de tarifiering van de netwerkelementen en diensten duidelijk tot uiting te laten komen;

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is om daarop ons oordeel te baseren.

Conclusie

Naar ons oordeel, werd het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2014, in alle materiële opzichten, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader.

Dit verslag is opgesteld in het kader van de verplichtingen van de Vennootschap onder het Wettelijk Kader en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt.

Diegem, 15 januari 2016

De commissaris

DELOITTE Bedrijfsrevisoren

BV o.v.v.e. CVBA

Vertegenwoordigd door



Nico Houthaeye

Bijlage 1: Proximus Regulatory Cost Model 2014 – General description

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren
Berkenlaan 8b
1831 Diegem
Belgium
Tel. + 32 2 800 20 00
Fax + 32 2 800 20 01
www.deloitte.be

Proximus NV van publiek recht

Onafhankelijk assurance verslag inzake het beperkt nazicht van het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2015

Aan de raad van bestuur en de directie van Proximus NV van publiek recht

Oprichting

Wij hebben de eer u verslag uit te brengen over de uitvoering van de assurance opdracht van beperkt nazicht die ons werd toevertrouwd door Proximus NV van publiek recht (de "Vennootschap") in het kader van haar wettelijke verplichtingen met betrekking tot het Kostentoerekeningssysteem voor het boekjaar afgesloten op 31 december 2015 (het "Kostentoerekeningssysteem"). Dit Kostentoerekeningssysteem is door de Vennootschap gedocumenteerd in bijgevoegd rapport "Proximus Regulatory Cost Model 2015 – General description".

Wij hebben de van toepassing zijnde besluiten van het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatie (het "BIPT") evenals de toepasselijke wetgeving gehanteerd als toetsingskader voor onze opdracht, met name:

- Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals (onder meer) gewijzigd door de wet van 18 mei 2009 en de wet van 10 juli 2012;
- Besluit van de Raad van het BIPT van 22 augustus 2007 betreffende de uitvoering van de verplichting voor Belgacom (nu Proximus) om een kostentoerekeningssysteem in te stellen.

Deze wetten en besluiten (het "Wettelijk Kader") zijn als criteria gebruikt in de evaluatie van het Kostentoerekeningssysteem.

Verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur

Het opstellen van het Kostentoerekeningssysteem is de verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer het ontwerp en de toepassing van een kostentoerekeningssysteem dat beantwoordt aan de basisprincipes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie zoals voorgeschreven in het hoger vermeld Wettelijk Kader.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Het is onze verantwoordelijkheid een oordeel over dit Kostentoerekeningssysteem tot uitdrukking te brengen op basis van ons beperkt nazicht. Wij hebben de assurance opdracht van beperkt nazicht over het Kostentoerekeningssysteem uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), van toepassing op assurance opdrachten van beperkt nazicht.

Reikwijdte van een assurance opdracht van beperkt nazicht

Een beperkt nazicht van het Kostentoerekeningssysteem, uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), bestaat uit het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de personen verantwoordelijk voor regulatoire en financiële aangelegenheden, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere werkzaamheden van beperkt nazicht. Onze belangrijkste werkzaamheden van beperkt nazicht bestonden uit:

- Het aansluiten van de gegevens weerhouden in de kostenbasis met de jaarrekening van Proximus NV van publiek recht per 31 december 2015;
- Het identificeren van de belangrijkste wijzigingen in de methodes tot herwaardering van de vaste activa ten opzichte van 2014 en bespreken hiervan met de directie;
- Het identificeren van de belangrijkste wijzigingen in het Kostentoerekeningssysteem ten opzichte van 2014 en het bespreken hiervan met de directie;
- Het identificeren van wijzigingen in verdeelsleutels ten opzichte van 2014 en het bespreken hiervan met de directie, waarbij werd getoetst of de principes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie worden nageleefd;
- Voor een willekeurige selectie van verdeelsleutels:
 - Vergelijken van de verdeelde kosten per verdeelsleutel ten opzichte van de vooropgestelde verwachting;
 - Vergelijken van de deler van de verdeelsleutel ten opzichte van de vooropgestelde verwachting;
 - Vergelijken van het aantal kostenplaatsen per verdeelsleutel ten opzichte van de vooropgestelde verwachting;
- Een horizontale analyse van het Kostentoerekeningssysteem waarbij de uitkomst van de kostentoerekening per kostenplaats vergeleken wordt ten opzichte van de vooropgestelde verwachting van kostentoerekening per kostenplaats en de verschillen besproken worden met de directie.

De reikwijdte van een beperkt nazicht, gericht op het verkrijgen van een beperkte mate van zekerheid, is aanzienlijk geringer dan die van een assurance opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000). Om die reden stelt het beperkt nazicht ons niet in staat de zekerheid te verkrijgen dat wij kennis zullen krijgen van alle aangelegenheden van materieel belang die naar aanleiding van een controle mogelijk worden onderkend. Bijgevolg brengen wij geen controle-oordeel tot uitdrukking over het Kostentoerekeningssysteem.

Conclusie

Gebaseerd op het door ons uitgevoerde beperkt nazicht, kwamen er geen feiten onder onze aandacht welke ons doen geloven dat het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2015, niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader.

Dit verslag is opgesteld in het kader van de verplichtingen van de Vennootschap onder het Wettelijk Kader en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt.

Diegem, 23 december 2016

De commissaris



DELOITTE Bedrijfsrevisoren
BV o.v.v.e. CVBA
Vertegenwoordigd door Nico Houthaeve

Bijlage 1: Proximus Regulatory Cost Model 2015 – General Description

Annexe 4: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2016

Proximus NV van publiek recht

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2016

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem over het boekjaar afgesloten op 31 december 2016

Aan de raad van bestuur en de directie van Proximus NV van publiek recht

Opdracht

Wij hebben de eer u verslag uit te brengen over de uitvoering van de beoordelingsopdracht die ons werd toevertrouwd door Proximus NV van publiek recht (de "Vennootschap") gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid omtrent het naleven van haar wettelijke verplichtingen met betrekking tot het Kostentoerekeningssysteem, zoals hierna gedefinieerd, voor het boekjaar afgesloten op 31 december 2016. Het kostentoerekeningssysteem bestaat uit een geheel van regels aan de hand waarvan de kosten, inkomsten en ingezet kapitaal van een onderneming over haar verschillende diensten en activiteiten kunnen worden verdeeld (het "Kostentoerekeningssysteem"). Dit Kostentoerekeningssysteem is door de Vennootschap gedocumenteerd in bijgevoegd rapport "Proximus Regulatory Cost Model 2016 – General description".

Wij hebben de van toepassing zijnde besluiten van het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatie (het "BIPT") evenals de toepasselijke wetgeving gehanteerd als toetsingskader voor onze opdracht, met name:

- Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals (onder meer) gewijzigd door de wet van 18 mei 2009 en de wet van 10 juli 2012;
- Besluit van de Raad van het BIPT van 22 augustus 2007 betreffende de uitvoering van de verplichting voor Proximus om een kostentoerekeningssysteem in te stellen.

Deze wetten en besluiten (het "Wettelijk Kader") zijn als criteria gebruikt in de evaluatie van het Kostentoerekeningssysteem.

Verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur

Het opstellen van het Kostentoerekeningssysteem is de verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer het ontwerp en de toepassing van een kostentoerekeningssysteem dat beantwoordt aan de basisprincipes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie zoals voorgeschreven in het hoger vermeld Wettelijk Kader.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Het is onze verantwoordelijkheid om op basis van onze werkzaamheden een oordeel tot uitdrukking te brengen of het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2016, in alle materiële opzichten werd opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader. Wij hebben de beoordelingsopdracht over het Kostentoerekeningssysteem uitgevoerd overeenkomstig de International Standards on Assurance Engagements (ISAE 3000), van toepassing op opdrachten gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid.

Proximus NV van publiek recht

Verlag over het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2016

Reikwijdte van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid

Een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid van het Kostentoerekeningssysteem, uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), bestaat uit het verkrijgen van controle-informatie over de in het Kostentoerekeningssysteem opgenomen bedragen, het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de personen verantwoordelijk voor regulatoire en financiële aangelegenheden, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere werkzaamheden van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid. Onze belangrijkste werkzaamheden bestonden uit:

- Het aansluiten van de gegevens weerhouden in de kostenbasis met de jaarrekening van Proximus NV van publiek recht per 31 december 2016;
- Het controleren van de groeperingen van boekhoudgegevens alsook van de relevantie van die groeperingen in het kader van de huidige rapportering;
- Het identificeren en valideren van de belangrijkste wijzigingen in het Kostentoerekeningssysteem en het bespreken hiervan met de directie;
- Het reconciliëren van de invoer- en uitvoergegevens voor een willekeurige selectie van kostenmodules;
- Voor een willekeurige selectie van verdeelsleutels:
 - Nagaan welke de brongegevens zijn voor deze verdeelsleutel en op welke manier deze werden bepaald;
 - Het causale verband bespreken en valideren tussen de brongegevens, de verdeelsleutel, en de bestemming;
 - Nagaan of de verdeelsleutels objectief werden bepaald en consistent en transparant werden toegepast;
 - Nagaan of de gebruikte verdeelsleutels correct berekend en toegepast zijn;
 - Nagaan of de onderliggende informatie die gebruikt werd in de berekeningen in alle materiële aspecten betrouwbaar, relevant, vergelijkbaar en controleerbaar is;
 - Nagaan of de niet-financiële gegevens die dienen voor de berekening van de verdeelsleutels correct en betrouwbaar zijn;
 - De methodes verifiëren inzake afschrijvingen, kapitaalkosten en waardering van de activa;
 - Nagaan of de besluiten van het BIPT en de aanbevelingen die in vorige audits geformuleerd zijn, werden nageleefd;
 - Nagaan of de toegepaste toewijzing- en herwaarderingsregels beantwoorden aan de documentatie die door de Vennootschap werd voorbereid en aan de beschrijving van het Kostentoerekeningssysteem;
 - Valideren of de gebruikte regels voor het toewijzen van de kosten voldoende uitvoerig worden beschreven om de relatie tussen de kosten en de tarifiering van de netwerkelementen en diensten duidelijk tot uiting te laten komen;

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is om daarop ons oordeel te baseren.

Proximus NV van publiek recht

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2016

Conclusie

Naar ons oordeel, werd het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2016, in alle materiële opzichten, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader.

Dit verslag is opgesteld in het kader van de verplichtingen van de Vennootschap onder het Wettelijk Kader en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt.

Zaventem, 14 december 2017

De commissaris



DELOITTE Bedrijfsrevisoren
BV o.v.v.e. CVBA
Vertegenwoordigd door Nico Houthaève

Bijlage 1: Proximus Regulatory Cost Model 2016 – General description

Annexe 5: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2017

Proximus NV van publiek recht

Onafhankelijk assurance verslag inzake het beperkt nazicht van het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2017

Onafhankelijk assurance verslag inzake het beperkt nazicht van het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2017

Aan de raad van bestuur en de directie van Proximus NV van publiek recht

Opdracht

Wij hebben de eer u verslag uit te brengen over de uitvoering van de assurance opdracht van beperkt nazicht die ons werd toevertrouwd door Proximus NV van publiek recht (de "Vennootschap") in het kader van haar wettelijke verplichtingen met betrekking tot het Kostentoerekeningssysteem voor het boekjaar afgesloten op 31 december 2017 (het "Kostentoerekeningssysteem"). Dit Kostentoerekeningssysteem is door de Vennootschap gedocumenteerd in bijgevoegd rapport "Proximus Regulatory Cost Model 2017 – General description".

Wij hebben de van toepassing zijnde besluiten van het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatie (het "BIPT") evenals de toepasselijke wetgeving gehanteerd als toetsingskader voor onze opdracht, met name:

- Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals (onder meer) gewijzigd door de wet van 18 mei 2009 en de wet van 10 juli 2012;
- Besluit van de Raad van het BIPT van 22 augustus 2007 betreffende de uitvoering van de verplichting voor Proximus om een kostentoerekeningssysteem in te stellen.

Deze wetten en besluiten (het "Wettelijk Kader") zijn als criteria gebruikt in de evaluatie van het Kostentoerekeningssysteem.

Verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur

Het opstellen van het Kostentoerekeningssysteem is de verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer het ontwerp en de toepassing van een kostentoerekeningssysteem dat beantwoordt aan de basisprincipes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie zoals voorgeschreven in het hoger vermeld Wettelijk Kader.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Het is onze verantwoordelijkheid om op basis van onze werkzaamheden van beperkt nazicht een oordeel tot uitdrukking te brengen over het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2017. Wij hebben de assurance opdracht van beperkt nazicht over het Kostentoerekeningssysteem uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), van toepassing op assurance opdrachten van beperkt nazicht.

Proximus NV van publiek recht

Onafhankelijk assurance verslag inzake het beperkt nazicht van het Kostentoerekeningsstelsel voor het jaar eindigend op 31 december 2017

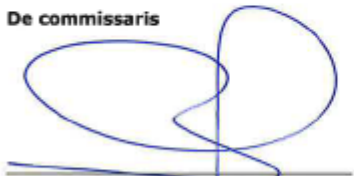
Conclusie

Gebaseerd op het door ons uitgevoerde beperkt nazicht, kwamen er geen feiten onder onze aandacht welke ons doen geloven dat het Kostentoerekeningsstelsel opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2017, niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader.

Dit verslag is opgesteld in het kader van de verplichtingen van de Vennootschap onder het Wettelijk Kader en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt.

Zaventem, 21 februari 2019

De commissaris



DELOITTE Bedrijfsrevisoren CVBA
Vertegenwoordigd door Nico Houthaeve

Bijlage 1: Proximus Regulatory Cost Model 2017 – General description

Annexe 6: Conclusion du réviseur d'entreprises pour l'année 2018

Proximus NV van publiek recht |

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem voor het jaar eindigend op 31 december 2018

Verslag over het Kostentoerekeningssysteem over het boekjaar afgesloten op 31 december 2018

Aan de raad van bestuur en de directie van Proximus NV van publiek recht

Opdracht

Wij hebben de eer u verslag uit te brengen over de uitvoering van de beoordelingsopdracht die ons werd toevertrouwd door Proximus NV van publiek recht (de "Vennootschap") gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid omtrent het naleven van haar wettelijke verplichtingen met betrekking tot het Kostentoerekeningssysteem, zoals hierna gedefinieerd, voor het boekjaar afgesloten op 31 december 2018. Het kostentoerekeningssysteem bestaat uit een geheel van regels aan de hand waarvan de kosten, Inkomsten en Ingezet kapitaal van een onderneming over haar verschillende diensten en activiteiten kunnen worden verdeeld (het "Kostentoerekeningssysteem"). Dit Kostentoerekeningssysteem is door de Vennootschap gedocumenteerd in bijgevoegd rapport "Proximus Regulatory Cost Model 2018 – General description".

Wij hebben de van toepassing zijnde besluiten van het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatie (het "BIPT") evenals de toepasselijke wetgeving gehanteerd als toetsingskader voor onze opdracht, met name:

- Belgische Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals (onder meer) gewijzigd door de wet van 18 mei 2009 en de wet van 10 juli 2012;
- Het besluit van de Raad van het BIPT van 22 augustus 2007 betreffende de uitvoering van de verplichting voor Proximus om een kostentoerekeningssysteem in te stellen;
- Belgische Wet van 5 mei 2017 betreffende de audiovisuele mediadiensten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- Het besluit van de Raad van het BIPT van 29 juni 2018 betreffende de analyse van de markten voor breedband en televisieoproep.

Deze wetten en besluiten (het "Wettelijk Kader") zijn als criteria gebruikt in de evaluatie van het Kostentoerekeningssysteem.

Verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur

Het opstellen van het Kostentoerekeningssysteem is de verantwoordelijkheid van de directie en de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer het ontwerp en de toepassing van een kostentoerekeningssysteem dat beantwoordt aan de basisprincipes van causaliteit, objectiviteit, consistentie en transparantie zoals voorgeschreven in het hoger vermeld Wettelijk Kader.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Het is onze verantwoordelijkheid om op basis van onze werkzaamheden een oordeel tot uitdrukking te brengen of het Kostentoerekeningssysteem opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2018, in alle materiële opzichten werd opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader. Wij hebben de beoordelingsopdracht over het Kostentoerekeningssysteem uitgevoerd overeenkomstig de International Standards on Assurance Engagements (ISAE 3000), van toepassing op opdrachten gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid.

Reikwijdte van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid

Een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid van het Kostentoerekeningsstelsel, uitgevoerd overeenkomstig de International Standard on Assurance Engagements (ISAE 3000), bestaat uit het verkrijgen van controle-informatie over de in het Kostentoerekeningsstelsel opgenomen bedragen, het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de personen verantwoordelijk voor regulatorische en financiële aangelegenheden, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere werkzaamheden van een opdracht gericht op het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid. Onze belangrijkste werkzaamheden bestonden uit:

- Het aansluiten van de gegevens weerhouden in de kostenbasis met de Jaarrekening van Proximus NV van publiek recht per 31 december 2018;
- Het controleren van de groeperingen van boekhoudgegevens alsook van de relevantie van die groeperingen in het kader van de huidige rapportering;
- Het identificeren en valideren van de belangrijkste wijzigingen in het Kostentoerekeningsstelsel en het bespreken hiervan met de directie;
- Het reconcileren van de invoer- en uitvoergegevens voor een willekeurige selectie van kostenmodules;
- Voor een willekeurige selectie van verdeelsleutels:
 - Nagaan welke de brongegevens zijn voor deze verdeelsleutel en op welke manier deze werden bepaald;
 - Het causale verband bespreken en valideren tussen de brongegevens, de verdeelsleutel, en de bestemming;
 - Nagaan of de verdeelsleutels objectief werden bepaald en consistent en transparant werden toegepast;
 - Nagaan of de gebruikte verdeelsleutels correct berekend en toegepast zijn;
 - Nagaan of de onderliggende informatie die gebruikt werd in de berekeningen in alle materiële aspecten betrouwbaar, relevant, vergelijkbaar en controleerbaar is;
 - Nagaan of de niet-financiële gegevens die dienen voor de berekening van de verdeelsleutels correct en betrouwbaar zijn;
 - De methodes verifiëren inzake afschrijvingen, kapitaalkosten en waardering van de activa;
 - Nagaan of de besluiten van het BIPT en de aanbevelingen die in vorige audits geformuleerd zijn, werden nageleefd;
 - Nagaan of de toegepaste toewijzing- en herwaarderingsregels beantwoorden aan de documentatie die door de Vennootschap werd voorbereid en aan de beschrijving van het Kostentoerekeningsstelsel;
 - Valideren of de gebruikte regels voor het toewijzen van de kosten voldoende uitvoerig worden beschreven om de relatie tussen de kosten en de tarifiering van de netwerkelementen en diensten duidelijk tot uiting te laten komen;

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is om daarop ons oordeel te baseren.

Proximus NV van publiek recht |
Verslag over het Kostentoerekeningsstelsel voor het jaar eindigend op 31 december 2018

Conclusie

Naar ons oordeel, werd het Kostentoerekeningsstelsel opgemaakt door Proximus NV van publiek recht voor het jaar eindigend op 31 december 2018, in alle materiële opzichten, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Wettelijk Kader.

Dit verslag is opgesteld in het kader van de verplichtingen van de Vennootschap onder het Wettelijk Kader en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt.

Zaventem, 9 juni 2020

De Bedrijfsrevisor



Deloitte Bedrijfsrevisoren CVBA
Vertegenwoordigd door Koen Neijens

Bijlage 1: Proximus Regulatory Cost Model 2018 - General description